

Evry-Courcouronnes, le 01/07/2024

Unité départementale de l'Essonne
Cité Administrative
Boulevard de France
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur



SMCA – rue des pistes 91200 ATHIS-MONS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement SMCA implanté AÉROPORT D'ORLY - T13 ORLY SUD N 178 91200 Athis-Mons. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est inscrite dans le cadre du programme d'inspection annuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA
- AÉROPORT D'ORLY - T13 ORLY SUD N 178 91200 Athis-Mons
- Code AIOT : 0006504803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) assure la réception, le stockage et la distribution du carburéacteur destiné à l'avitaillement des aéronefs sur les plates-formes aéroportuaires de Paris Orly et Roissy CDG.

Le dépôt d'Athis-Mons est alimenté par l'oléoduc de la société TRAPIL. Il effectue le transfert du carburéacteur après décantation au dépôt intermédiaire situé à Paray-Vieille-Poste.

Le dépôt occupe une superficie de 36 190 m². Ce terrain appartient à Aéroports de Paris, la SMCA ayant le statut de concessionnaire.

Il est constitué de 6 réservoirs en acier de type cylindre à axe vertical, à toits fixes, répartis dans trois cuvettes de rétention.

L'exploitation de ce dépôt pétrolier est autorisée sur la base de l'arrêté préfectoral n° 2020.PREF/DCPPAT/BUPPE/0151 du 20/08/2020. Compte tenu des activités et des installations classées exploitées, cet établissement est soumis au régime de l'autorisation avec servitudes et relève du seuil haut du classement SEVESO.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Suites données à la visite d'inspection du 16 mai 2023 ;
- MMR Niveau NSH et NSTH ;
- Action nationale 2024 : shunt et by-pass.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ^{1 (1)}	Proposition de délais
1	Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 4.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Démarche d'amélioration de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Porter à connaissance du déterrement des tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.7.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I item 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois

1 s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Détection hydrocarbure liquide – Vérifications et Maintenance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Emulseur - Disponibilité	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
16	MMR : Niveaux NSH et NSTH - Contrôle et Maintenance	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Niveau de sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.6.f	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
19	AN - Shunt/By pass - Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 point 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
20	AN - Shunt/By pass - Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
21	AN-Shunt/BP Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
23	AN - Shunt/By pass Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54A	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
5	Maintenance des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
8	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
9	Vérifications des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
12	Déversoirs	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
14	Emulseur - Protection des flux thermiques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
18	AN - Shunt/By pass	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/
22	AN - Shunt/BP Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont bien entretenues.

L'exploitant poursuit le déterrement de tuyauteries qui facilitera la surveillance des installations.

L'inspection constate des manquements dans l'archivage des dossiers de suivi des installations et notamment le suivi des tuyauteries. Une attention particulière est à mener pour capitaliser les actions réalisées par l'exploitant.

Des non-conformités ont été constatées concernant les actions enclenchées à la suite d'une détection du niveau haut des réservoirs de stockage et aussi sur le stockage de l'émulseur nécessaire pour la Défense contre l'Incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2023

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur notamment quant au dimensionnement de ces derniers.

Constats :

***** INSPECTION DU 08/03/2021 *****

OB 2.10 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant mènera l'étude de dimensionnement pour vérifier le bon dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures et connaître quelle est la destination des eaux après séparateur.

***** INSPECTION DU 09/05/2022 *****

Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que l'étude relative au bon dimensionnement du séparateur d'hydrocarbure sera réalisée dans un délai de 8 mois après l'aboutissement de la convention de rejet avec ADP.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier du dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures assurant le traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

L'exploitant présente le rapport de dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures du 25/04/2023 par la société ANTEA GROUP. Le rapport conclut ainsi : « D'après les observations réalisées sur site, le plan disponible relatif au séparateur final du site SMCA d'Athis ne correspond pas à la réalité. Un schéma présentant les diverses dimensions du séparateur final ainsi que le cheminement de l'eau a pu être effectué et est présenté dans le rapport. D'après les cotes relevées, le séparateur final en place ne présente pas les caractéristiques dimensionnelles suffisantes vis-à-vis du dimensionnement établi et des normes NF EN 858-1 et NF EN 858-2. En effet, l'ouvrage est considéré de par sa construction sur site comme un séparateur à hydrocarbures de classe II alors qu'il devrait être de classe I. Par ailleurs, sa surface d'eau, son volume et sa profondeur en eau sont bien inférieurs à ce qu'ils devraient être. Ainsi, il est préconisé de remplacer le séparateur final actuellement en place par un séparateur de classe I, préfabriqué, de taille nominale 100 l/s avec by-pass. La mise en place d'un obturateur automatique

ainsi qu'une alarme automatique de détection d'hydrocarbures est également recommandée. »

L'exploitant indique qu'il prendra en compte prochainement les conclusions de ce rapport pour définir des solutions techniques appropriées.

→ Non-conformité : L'exploitant possède un séparateur d'hydrocarbures, mais celui-ci n'est pas suffisamment dimensionné par rapport au besoin des traitements à effectuer et des normes concernées.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'étude réalisée par Antea a identifié que le séparateur en place, de classe II, est sous-dimensionné et ne répond pas aux normes NF EN 858-1 et NF EN 858-2.

Une étude complémentaire a été menée par SMCA en 01/2024. L'exploitant a déterminé que le dimensionnement nécessaire est de TN = 150 l/s sans by-pass et de classe I.

Le dimensionnement a été revu car les eaux pluviales récupérées dans les cuvettes sont envoyées dans le séparateur en différé.

Le choix est fait pour un séparateur de classe I (Teneur autorisé en Hydrocarbures = 5 mg/l) et un débit de 150 l/s.

L'installation du nouveau séparateur (modèle SHDC SAINT DIDIER) est prévue pour le 2^{ème} semestre 2024.

→ Non-conformité : L'exploitant possède un séparateur d'hydrocarbures, mais celui-ci n'est pas suffisamment dimensionné par rapport au besoin des traitements à effectuer et des normes concernées. L'inspection prend note des travaux de remplacement prévus pour le 2^e semestre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8

Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.

Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.

Constats :

***** INSPECTION DU 09/05/2022 *****

Lors de sa visite du 9 mai 2022, l'inspection constate que des raccords permettant la connexion des moyens de secours publics sont présents en façade de la pomperie (alimentation en eau et en pré-mélange).

Les diamètres des raccords semblent insuffisants. L'exploitant n'a pas pu justifier le dimensionnement des raccords.

-> Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier que les raccords de connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens et la réalimentation du réseau sont suffisamment dimensionnés.

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

Dans son courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant indique que suite aux échanges et rencontre avec la BSPP (Brigade de Sapeurs-pompiers de Paris), les dispositifs permettant la réalimentation du réseau DCI par les services de secours et d'incendie doivent être augmentés en diamètre et en nombre.

En conséquence et au regard des préconisations de la BSPP, l'exploitant indique avoir mis en place récemment 2 rampes avec :

- 5 piquages DN100 pour le départ en eau,
- 5 piquages DN100 pour le départ en mousse. L'inspection constate que les travaux ont été réalisés.

L'exploitant indique ne pas avoir informé la BSPP de ces changements et de ne pas encore avoir mis à jour son POI. En outre, ces nouveaux moyens n'ont pas encore pu être testés (en l'absence de camion disponible de la BSPP) pour valider leur bon fonctionnement.

→ Observation : L'exploitant informera la BSPP des changements et mettra à jour son POI en conséquence.

→ Observation : L'inspection recommande à l'occasion d'un prochain exercice POI impliquant la BSPP avec ses moyens de choisir un scénario d'accident permettant d'utiliser ces nouveaux moyens afin de confirmer leur bon fonctionnement.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'inspection constate la mise en place des 10 piquages DN100.

L'exploitant indique que la BSPP a été informée par courriel du 22/06/2023 de la mise en place des raccords de réalimentation.

L'exercice POI avec la participation de la BSPP prévu en janvier 2024 a été annulé et il est

programmé en janvier 2025.

L'exploitant précise que le POI sera mis à jour en octobre 2024 et intégrera cette nouveauté.

→ **Observation** : L'exploitant mettra à jour son POI en conséquence.

→ **Observation** : L'inspection recommande à l'occasion d'un prochain exercice POI impliquant la BSPP avec ses moyens de choisir un scénario d'accident permettant d'utiliser ces nouveaux moyens afin de confirmer leur bon fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Démarche d'amélioration de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.10

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

Ci-dessous les dispositions, à réaliser avant le 1er janvier 2021:

-Réaliser une étude technico-économique caractérisant le phénomène d'effet de vague, sa prévention la limitation des conséquences et mettre en œuvre les conclusions de l'étude.

L'exploitant examine, afin de limiter les conséquences d'un effet de vague associé à une rupture de bac, les conditions technico-économiques permettant d'atteindre les résultats suivants :

* résistance mécanique des parois de la cuvette à une vague consécutive à une rupture robe / fond ou une rupture / fuite sur les tôles du fond ;

* configuration de la cuvette visant à éviter une surverse en cas de vague consécutive à une rupture robe / fond ou une rupture / fuite sur les tôles du fond ;

* mise en place d'une configuration (naturelle ou suite à travaux de génie civil) de confinement supplémentaire au-delà de la seule cuvette pour limiter la surface d'épandage de liquide ayant fait l'objet d'une surverse au-dehors de la cuvette.

- Réaliser une étude technico-économique précisant la nature des matériaux constituant la cuvette de rétention de la pomperie et ses propriétés de résistance aux produits qu'elle est susceptible de contenir et étudiant la possibilité d'étanchéifier cette cuvette ;

- S'assurer que la gestion des modifications et la maîtrise du logiciel est indépendante des fonctions d'exploitation et de sécurité et permet le maintien du niveau de sécurité de l'automate.

Constats :

*** INSPECTION DU 09/05/2022 ***

Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique les points suivants :

2 - L'étanchéification de la cuvette de la pomperie sera réalisée dans le cadre du projet de modification du process de purge.

La cuve simple peau n'est plus opérationnelle.

Les travaux de projet de modification des tuyauteries avec modification de cuvette de la pomperie sont planifiés en 2022.

L'exploitant va installer une cuve enterrée double peau de 15 m³ environ pour récupérer les déchets ultimes d'Athis-Mons pour destruction. Elle sera alimentée par des tuyauteries aériennes. Les déchets seront évacués par camions aspirateurs. Une aire de dépotage sera prévue avec traitement des égouttures.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé l'étude technico-économique précisant la nature des matériaux constituant la cuvette de rétention de la pomperie et ses propriétés de résistance aux produits qu'elle est susceptible de contenir et étudiant la possibilité d'étanchéifier cette cuvette.

3 - L'exploitant indique que le processus de gestion de modification a été mis en place le 23/07/2020. La fiche d'enregistrement ENR-035-OYRY permet d'appréhender tout impact sur son système de gestion de sécurité.

L'inspection rappelle que le but est de garantir que les modifications opérées ne remettent pas en cause les dispositions de l'étude de dangers.

L'inspection constate qu'une des dernières modifications comme le by-pass de la cuve simple peau de la pomperie n'a pas donné lieu à une fiche de gestion de la modification.

→ Non-conformité : L'exploitant n'étudie pas l'impact des modifications des installations sur l'étude de dangers, le Plan d'Opération Interne, le niveau de sécurité de l'automate, etc. . Il convient que l'exploitant s'assure que son organisation en termes de maîtrise du changement appelé par son système de gestion de la sécurité permet pour chaque changement la réalisation d'une analyse visant à définir les moyens et actions à mettre en œuvre pour garantir la maîtrise des risques en phase travaux et lors de l'exploitation de ces changements.

*** INSPECTION DU 16/05/2023 ***

2 - L'exploitant confirme qu'il souhaite procéder à une étanchéification de la cuvette de la pomperie qui sera réalisée dans le cadre du projet de modification du process de purge.

L'exploitant indique qu'en raison de problématiques de ressources humaines, ce programme a été reporté pour l'année 2023.

→ Non-conformité maintenue : L'exploitant n'a pas réalisé l'étude technico-économique précisant la nature des matériaux constituant la cuvette de rétention de la pomperie et ses propriétés de résistance aux produits qu'elle est susceptible de contenir et étudiant la possibilité d'étanchéifier cette cuvette. Les inspecteurs considèrent que la réalisation des travaux envisagés par l'exploitant permettra de répondre à cette non-conformité.

3 - L'exploitant indique que le processus de gestion de modification est mis en application depuis 23/07/2022.

Afin d'éviter ce genre d'appréciation, il a été rappelé en Comité Management que le processus de gestion de changement s'applique à tout type de modification, y compris les modifications provisoires.

Deux projets feront l'objet du processus de gestion de modification :

- fosse de rétention de la pomperie ;
- phase de déterrement des tuyauteries.

Le processus modification a fait l'objet d'un examen détaillé dans le cadre de cette inspection (voir point de contrôle n° 24). Ces éléments sont traités dans ce cadre, les suites dans ce point de

contrôle sont levées.
→ La non-conformité est levée.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

2- Étanchéité de la cuvette de rétention de la pomperie

L'exploitant présente le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour l'étanchéification de la pomperie par la société APPLIC en date du 20/09/2023.

L'étanchéité a été réalisée sur une hauteur de 50 cm de haut par un système d'étanchéité SOUPLETHANE de la société Ets KEMICA.

La fiche technique des produits SOUPLETHANE 5 et SOUPLETHANE 5/6 PUTTY indique que le produit assure la perméabilité à l'eau selon le référentiel DIN 1048.

Les travaux d'étanchéité sont en cours de finalisation.

L'exploitant n'a pas pu présenter le procès-verbal de réception des travaux.

→ **Levée partielle de la non-conformité** : L'exploitant devra adresser le procès-verbal de réception des travaux d'étanchéification de la pomperie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Porter à connaissance du déterrement des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Modifications des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Toute modification portant sur la nature ou la quantité des produits stockés ou leur mode de stockage, susceptible de générer des risques supplémentaires (nouveaux phénomènes dangereux

ou scenarios accidentels, aggravation de la probabilité, cinétique, intensité des effets d'un accident) non couverts par l'étude de danger versée au dossier, est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et donne lieu au porter à connaissance préalable visé à l'alinéa précédent et à la mise à jour de l'étude de dangers, mentionnée à l'article .

Constats :

***** INSPECTION DU 08/03/2021 ****

OB 1.1 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant portera à la connaissance du préfet le projet de déterrement des tuyauteries entre cuvettes avant réalisation et en apportant tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence.

***** INSPECTION DU 09/05/2022 *****

Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique qu'un porter à connaissance sur la 2ème phase va être envoyé au début du 2ème semestre 2022 avec un début des travaux en septembre 2022.

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

Lors de l'inspection du 16/05/2023, l'exploitant précise que :

- la phase n°1 consiste au déterrement des tuyauteries d'alimentation et des tuyauteries de soutirage des bacs n° 52/62 et 53/53 :

- * porter à connaissance envoyé le 8 janvier 2018,

- * réponse de l'inspection le 24 avril 2018 ;

- Il reste encore les passages sous voirie entre les cuvettes à effectuer (travaux prévus à cheval entre 2023 et 2024). Ce point n'était pas inclus dans le porter-à-connaissance du 8 janvier 2018 ;

- la phase n°2 consiste au déterrement des tuyauteries d'alimentation du bac n°71 et 72 :

- * envoi du porter-à-connaissance : fin juin 2023,

- * travaux : fin 2023 (fin des travaux en janvier 2024) ;

- la phase n° 3 consiste au déterrement des tuyauteries de soutirage des bacs n°71 et 72 vers les cuves de purges :

- * envoi du porter-à-connaissance : fin juin 2023,

- * travaux : 2024 (fin des travaux fin 2024).

→ **Observation** : L'exploitant portera à la connaissance du préfet le projet de déterrement des tuyauteries entre cuvettes avant réalisation et en apportant tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'exploitant indique que le calendrier a pris du retard. Voici l'avancement du projet :

- la phase n°1 (déterrement des tuyauteries d'alimentation et des tuyauteries de soutirage des bacs n° 52/62 et 53/53) n'est pas terminée car les passages sous voirie entre les cuvettes à effectuer n'a pas été réalisée. Ce point n'était pas inclus dans le porter-à-connaissance du 8 janvier 2018 et devra faire l'objet d'un porter-à-connaissance.

- la phase n°2 (déterrement des tuyauteries d'alimentation du bac n°71 et 72) : l'exploitant a porté à connaissance le déterrement des tuyauteries d'alimentation du bac n°71 et 72 en date du 18/04/2024 et les travaux commencent ;

- la phase n°3 (déterrement des tuyauteries de soutirage des bacs n°71 et 72 vers les cuves de purges) : l'exploitant est en train de faire des fouilles afin de préparer le porter à connaissance.

→ Observation : L'exploitant portera à la connaissance du préfet le projet de déterrement des tuyauteries entre cuvettes avant réalisation et en apportant tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 visé en référence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Maintenance des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10⁻⁸ mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ;

- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif.

Constats :

***** INSPECTION DU 08/03/2021 *****

NC 4.4 de l'inspection du 8/03/2021 : L'exploitant ne réalise pas la maintenance appropriée de ses rétentions permettant de garantir le respect des dispositions de l'article 22-1-1 de l'arrêté du 3 octobre 2020 visé en référence.

***** INSPECTION DU 09/05/2022 *****

Lors de l'inspection du 9 mai 2022, l'exploitant indique que les fissures localisées au niveau du merlon de la cuvette 62 ont été réparées. L'exploitant montre que la réparation a été enregistrée dans la GMAO (facture de la société CFL du 29/12/2021).

Le traitement des fissures identifiées dans les cuvettes 63, 71 et 72 est planifié entre 2022 et 2023. Les demandes d'intervention sont intégrées dans la GMAO.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé la maintenance appropriée de ses rétentions des cuvettes 63, 71 et 72.

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

Lors de l'inspection du 16/05/2023, l'exploitant présente les procès-verbaux de réception des travaux suivants :

- réfection intérieure des merlons intérieurs des bacs 63 et 72, en date du 17/11/2022,
- traitement de 100 ml de fissures dans les cuvettes 52/62 et 53/63, en date du 17/03/2013.

L'exploitant indique que les désordres dans le bac 71 ont été traités mais il n'y a pas eu de pv de réception des travaux. Toutefois, l'inspection constate des fissures du merlon dans la sous-cuvette n°71 et des détériorations du sol de la sous-cuvette.

L'inspection constate des fissures dans la sous-cuvette 72 et 53.

L'inspection constate que le traitement des fissures identifiées dans les cuvettes 63 a été résorbé.

→ La non-conformité est maintenue : L'exploitant n'a pas réalisé la maintenance appropriée de ses rétentions des sous-cuvettes 53, 71 et 72.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'inspection constate que les détériorations du sol du merlon de la sous-cuvette n°71, les fissures des sous-cuvettes n°53, 71 et 72 ont été résorbées.

→ La non-conformité est levée.

***** INSPECTION DU 09/05/2022 *****

Lors de la visite du 09/05/2022, l'inspection constate des dégradations dans la sous-cuvette du réservoir n°53 à la suite des travaux de déterrement des tuyauteries : coups de pelles mécaniques et fixation des anciens escaliers non rebouchée.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas assuré la maintenance nécessaire pour assurer l'étanchéité de la sous-cuvette du réservoir n°53 à la suite des travaux de déterrement des tuyauteries.

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

Lors de sa visite du 16/05/2023, l'inspection constate que dans la sous-cuvette du réservoir n°53 les coups de pelles mécaniques ont été rebouchés. Par contre, les fixations des anciens escaliers n'ont pas été rebouchées.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas assuré la maintenance nécessaire pour assurer l'étanchéité de la sous-cuvette du réservoir n°53 à la suite des travaux de déterrement des tuyauteries.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'exploitant a réalisé les réparations de la sous-cuvette du réservoir n°53.
→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.71

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne (POI)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

[...] Le POI est remis à jour à chaque modification notable et avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) s'il existe, est consulté par l'industriel et l'avis de ce comité est transmise au préfet. Cette révision est également transmise à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

Le déterrement des tuyauteries doit donner lieu à un porter à connaissance.

→ L'exploitant doit mettre à jour son POI à cette occasion, conformément à l'article 7.71 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020. Une version informatique de celui-ci sera envoyée à l'inspection.

— — — — —
L'exploitant n'ayant pas envoyé de porter à connaissance pour le déterrement des tuyauteries, il n'a pas envoyé de mise à jour du POI.

→ Observation maintenue : L'exploitant doit mettre à jour son POI à cette occasion, conformément à l'article 7.71 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020. Une version informatique de celui-ci sera envoyée à l'inspection.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'exploitant indique que le POI sera mis à jour en octobre 2024.

L'inspection constate que l'exploitant réalise des modifications mineures du POI au fil de l'eau. Par contre, il n'assure pas forcément la diffusion des changements aux personnes concernées et n'assure pas un suivi de la diffusion de ces modifications (voir point n°11).

→ **Observation maintenue :** L'exploitant doit mettre à jour son POI à cette occasion, conformément à l'article 7.71 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020. Une version informatique de

celui-ci sera envoyée à l'inspection.

→ **Nouvelle observation** : L'exploitant s'assurera que les modifications mineures du POI soient suivies et diffusées aux acteurs impliqués pour mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

[...] Les équipements métalliques (réservoirs, cuves et tuyauteries) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la catégorie des liquides contenus ou véhiculés.[...]

Constats :

*** INSPECTION DU 16/05/2023 ***

L'exploitant indique que les tuyauteries qui ont été déterrées avaient une partie aérienne, dont la mise à la terre est réalisée.

En ce qui concerne des prochaines phases de déterrement des tuyauteries, il y aura des créations de tuyauteries. L'exploitant devra prévoir la mise à la terre de celles-ci.

L'exploitant fournit le rapport d'ACTEMIUM HARFLEUR du 13/03/2023. Ce rapport établit que les tuyauteries principales qui partent de TRAPIL vers la pomperie de transfert et qui viennent d'être déterrées sont mises à la terre.

L'inspection constate que :

- les tuyauteries d'alimentation des bacs 52, 53, 62 et 63 depuis les tuyauteries principales citées ci-dessus ne sont pas mises à la terre par des tresses de continuité ;
- les nouveaux escaliers, les barrières de sécurité ne sont pas mises à la terre dans les cuvettes 52, 53, 62 et 63 ;
- les boîtiers électriques d'alimentation des MMRI situées entre les cuvettes 52/62 et 53/63 n'ont pas été mises à la terre après travaux.

→ **Non-conformité** : L'exploitant n'assure pas la mise à la terre de l'ensemble des équipements métalliques après les modifications du site (déterrement des tuyauteries) au niveau des cuvettes 52, 53, 62 et 63.

*** INSPECTION DU 28/05/2024 ***

L'inspection indique que la mise à la terre sera complétée d'ici le 30 juin 2024.

→ **Non-conformité maintenue** : L'exploitant n'assure pas la mise à la terre de l'ensemble des équipements métalliques après les modifications du site (déterrement des tuyauteries) au niveau des cuvettes 52, 53, 62 et 63.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

Article 7.6.4.a - Analyse du risque foudre

Une analyse du risque foudre (ARF) conforme aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est réalisée.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Article 7.6.4.b - Étude technique foudre

Une étude technique foudre (ETF) conforme aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est réalisée.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant.

Article 7.6.4-c – Surveillance des dispositifs de protection contre la foudre

L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse

du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

Installations pour la protection contre la foudre :

- Analyse Risque Foudre (ARF) réalisée par la société APAVE en date du 19/09/2022 : Présent
- Étude Technique Foudre (ETF) réalisée par la société APAVE en date du 21/09/2022 : Présente, 15 Non-conformités ont été recensées. L'étude a fait office de vérification complète. L'exploitant présente des justificatifs attestant la levée de certaines non-conformités identifiées dans l'ETF. Il demeure des non-conformités non levées.
- Notice technique de maintenance et de vérification par la société APAVE en date du 21/09/2022 : Présent
- Vérification visuelle réalisée par la société APAVE en date du 28/12/2021 : Non-conforme. Les non-conformités ont été reprises dans l'ETF du 21/09/2022
- Carnet de Bord des installations : Absent
- Registre d'enregistrement des coups de foudre : Présent
- Non-conformité : L'exploitant n'assure pas la maintenance des installations de protection contre la foudre en assurant la levée des non-conformités et ne possède pas un carnet de bord des installations.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'exploitant présente le bon de commande signée auprès de la société ACTEMIUM pour le traitement des non-conformités. Une intervention est prévue en juin 2024. Il s'agit du bon de commande n° 2024/0451 signé le 22/04/2024.

L'exploitant présente le carnet de bord des installations de protection contre la foudre.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les vérifications et la maintenance de ces équipements.

Constats :

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

L'exploitant présente le compte-rendu de la vérification périodique des installations électriques par la société APAVE en date du 02/09/2022. Le rapport conclut à la conformité des installations sans risques d'incendie et d'explosion. Toutefois, des préconisations ont été faites par l'organisme vérificateur (17 préconisations).

L'exploitant présente une prise en compte partielle des préconisations par la société ACE TECHNIC en date du 02/12/2022 (6 préconisations prises en compte sur les 17).

→ Observation : L'exploitant n'a pas pris en compte les préconisations faites par l'organisme en charge du contrôle des installations électriques.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'exploitant présente la vérification des installations électriques par la société APAVE en date du 01/09/2023. Le rapport présente 12 préconisations.

L'exploitant présente le rapport de la société ACE TECHNIC en date 15/11/2023 pour la mise en place de 4 préconisations.

3 préconisations ont été levées par l'exploitant.

L'exploitant indique que parmi l'ensemble des préconisations, 4 restent à traiter et sont programmées pour l'intervention d'ACTEMIUM en juin 2024. L'exploitant présente le bon de commande n° 2024.0149 et signé le 09/02/2024.

La préconisation relative au retrait de câbles non utilisés sera réalisée au 2ème semestre.

Les préconisations sont suivies sur la GMAO.

→ Non-conformité levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I item 4
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre du processus gestion des modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023
Prescription contrôlée : <p>4. Conception et gestion des modifications</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés</p>
Constats : <p>*** INSPECTION DU 16/05/2023 ***</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure encadrant les modifications de son installation (GDM), avec plusieurs documents d'enregistrement associés : GDM préfiltre, GDM Fiche de modification, GDM fiche de gestion du changement et GDM Fiche d'avancement et de clôture. Cette procédure est récente est aucun processus pris en application de cette procédure n'était clos lors de l'inspection. Seuls deux processus GDM étaient ouverts.</p> <p>La procédure définit les projets, opérations considérés comme modification et ceux qui ne le sont pas (notamment intervention de maintenance préventive, curative, changement à l'identique). Le processus GDM est séquencé en 15 phases allant de l'émission du besoin au retour d'expérience. Pour chacune des phases, les rôles de l'ensemble des parties prenantes sont définis au sein d'un tableau.</p> <p>Cependant, la procédure ne précise pas les consultations/participations obligatoires dans le processus GDM pour garantir la réalisation d'une analyse de risques adéquate et ne précise pas les critères permettant d'identifier les modifications notables et le niveau d'analyse de risques requis pour ces dernières.</p> <p>-> Observation : Dans l'objectif de s'assurer qu'une analyse des risques adéquate soit réalisée pour chaque modification et de répondre aux objectifs du système de gestion de la sécurité, la procédure doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none">• les critères retenus et la partie prenante décisionnaire pour statuer si la modification est notable au sens du R. 512-33 du Code de l'environnement,• les consultations/participations obligatoires des parties prenantes compétentes pour les analyses des risques, • le niveau d'analyse de risques requis en fonction du statut de la modification (notable/non notable notamment). <p>Les inspecteurs constatent que la fiche GDM de modifications prévoit d'examiner si la modification a des impacts sur les différents documents participant à la maîtrise des risques : étude de dangers, arrêté préfectoral d'exploitation, plan d'opération interne, MMR/MMRI. Les inspecteurs constatent que la fiche GDM de gestion du changement récapitule les différentes tâches à réaliser vis-à-vis de la modification. L'exploitant indique que ces tâches sont reprises dans</p>

la fiche GDM d'avancement et de clôture, la modification étant clôturée quand l'ensemble des tâches est réalisée. Ces dispositions ne sont pas précisées dans la procédure de modification. Les inspecteurs ont consulté les fiches ouvertes pour la modification de réalimentation du local de défense incendie (installation de nouveaux raccords pour les moyens externes). Ils constatent que la mise à jour nécessaire du POI et l'information aux pompiers a bien été identifiée dans la fiche GDM de gestion de la modification. En revanche, ces éléments ne sont pas repris dans les tâches identifiées dans la fiche de gestion et d'avancement et la fiche de clôture (seul est mentionné « Formation utilisateurs, information → service secours + Drieat » dans la première fiche, puis « Formation utilisateurs, information » dans la fiche GDM d'avancement et de clôture. Dans ces conditions, les inspecteurs estiment que la réalisation de la modification du POI et l'information aux pompiers n'est pas garantie avant la clôture de la modification et peuvent être oubliés.

-> Observation : L'exploitant doit préciser dans sa procédure les dispositions pour clore une modification. Il doit mettre en place une organisation permettant de s'assurer qu'avant la clôture l'ensemble des tâches identifiées sont bien retranscrites et réalisées.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'exploitant indique que la procédure 'Gestion de modification' sera mise à jour courant 2025.

→ Les observations ne sont pas levées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Détection hydrocarbure liquide – Vérifications et Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 74.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Une procédure de contrôle est établie pour chaque mesure de maîtrise des risques.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...]

Constats :

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

Les inspecteurs ont consulté la fiche de vie du détecteur d'hydrocarbures liquides du bac n°53 intégrée à la GMAO. Ils ont constaté que la dernière visite mensuelle a bien été réalisée.

L'exploitant indique que temps de levé de doute et de déclenchement de la mise en sécurité fixée dans l'étude de dangers n'est pas vérifié dans le cadre des vérifications mensuelles mais lors des exercices POI. Conforme.

Les inspecteurs ont réalisé un test de fonctionnement du détecteur liquide du bac n°53 sur le site en simulant une fuite d'hydrocarbures. Un exercice POI avec simulation d'un scénario accidentel de fuite avec inflammation a part la suite été joué. Les éléments relevés sont les suivants :

- T0 : report de l'alarme de détection de la MMRI détecteur d'hydrocarbures liquides du bac n°53,
- T0+15 s : un agent de sécurité (sur les deux présents) part sur place faire une levée de doute car la zone est peu visible par la télésurveillance,
- T0+1 min : vérification par télésurveillance effectuée en parallèle par le second agent de sécurité non possible compte tenu de la zone,
- T0+2 min 45 : retour du premier agent de sécurité au poste qui a constaté la présence d'un départ de feu en cuvette n°53.
- T0+3 min 30 s : un agent de sécurité percute l'arrêt d'urgence (arrêt des transferts, fermetures des clapets et de l'arrivée trapil).
- T0+4 min : un agent de sécurité appelle le chef de quart (situé sur le dépôt expédition à Paray-Vieille-Poste pour accord pour l'activation de l'automate de défense incendie).
- T0+4 min 30 s : actionnement de l'automate défense incendie par un agent de sécurité avec scénario feu de cuvette n°53. Les agents de sécurité déroulent leur fiches réflexe et effectuent les différents appels.
- T0 + 7 min : démarrage des groupes motopompes de la défense incendie.
- T0 + 10 min : fin de l'exercice.

Les inspecteurs ont ainsi pu constater du bon fonctionnement du détecteur d'hydrocarbures liquide, de l'automate de sécurité et des moyens de défense incendie associé au scénario

accidentel testé. Le temps de lever de doute et d'actionnement de l'arrêt d'urgence est conforme à celui défini dans l'étude de dangers.

-> Observation : Les agents de sécurité n'ont pas appelé TRAPIL comme cela est requis dans la fiche réflexe et demandé par le tableau de l'automate de défense incendie (voyant lumineux s'allumant). Il conviendra de bien s'assurer de la réalisation de l'appel à TRAPIL lors des prochains exercices POI.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

La fiche réflexe à l'attention du personnel de gardiennage a été mise à jour. Toutefois, elle n'a pas été mise à jour sur le tableau dans le bureau de gardiennage.

L'exploitant ne s'est pas assuré que les gardiens ont intégré cette disposition.

→ Observation maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Déversoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

[...]

2) L'exploitant assure la vérification et la maintenance du système de défense contre l'incendie et notamment les éléments suivants : [...]

- les moyens d'extinction fixes (déversoirs à mousse dans les cuvettes, couronnes de refroidissement sur les bacs et boîtes à mousse à l'intérieur des bacs) ;[...]

Constats :

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

L'inspection constate que les déversoirs à mousse dans les cuvettes 71 et 72 sont endommagés, car les grilles cylindriques à l'intérieur sont endommagées.

-> Non-conformité : L'exploitant n'assure pas la maintenance des déversoirs à mousse dans les cuvettes 71 et 72.

***** INSPECTION DU 28/05/2024 *****

L'inspection constate que les déversoirs à mousse des cuvettes 71 et 72 ont été réparés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, PMII Tuyauteries

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

***** INSPECTION DU 16/05/2023 *****

L'inspection a consulté l'état initial des tuyauteries déterrées lors de la première phase (voir point de contrôle n°9). Celui-ci est constitué des principales caractéristiques des tuyauteries (revêtement, DN ...) rappelées succinctement dans le plan d'inspection (paragraphe caractéristiques des tuyauteries) et des isométriques de chaque ligne en version papier et numérisé.

L'inspection note que l'état initial ne comprend pas l'historique des interventions réalisées sur les tuyauteries (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles). En outre, l'inspection constate que les éléments constitutifs de l'état initial ne sont pas facilement accessibles par l'exploitant, en particulier pour les documents dématérialisés. Ceci n'est pas de nature à garantir la maîtrise dans le temps des connaissances sur les tuyauteries et de maîtrise de leur vieillissement.

-> Non-conformité : L'état initial constitué par la SMCA pour la première phase des tuyauteries ne comprend pas l'historique des interventions réalisées sur les tuyauteries. L'exploitant doit constituer un état initial dans les formes prescrites par l'article 5 et les recommandations techniques du guide professionnel DT96. De plus, afin de respecter l'objectif visé par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, les éléments relatifs au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) doivent être convenablement ordonnées et disponibles facilement.

*** INSPECTION DU 28/05/2024 ***

L'exploitant indique que l'état initial aurait été réalisé en 2016 et que les informations se trouveraient à la station de Paray en format papier.

L'exploitant indique qu'une consultation avec la société MITRAS est en cours pour répondre à cette non-conformité.

→ Non-conformité maintenue

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Émulseur - Protection des flux thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

1) L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie définis dans la stratégie de défense contre l'incendie, à savoir notamment : [...]

- une protection efficace protège la réserve d'émulseurs contre les flux thermiques des phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur site ; [...]

Constats :

*** INSPECTION DU 16/05/2023 ***

L'inspection constate que l'exploitant ne possède pas les raccords de flexibles pour relier les GRV d'émulseur au cas où la totalité de l'émulseur stockée en cuve serait déjà utilisé.

-> Non-conformité : L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité des quantités d'émulseur en récipients mobiles, car les moyens de raccordements des GRV d'émulseur ne sont pas présents sur

le site.

*** INSPECTION DU 28/05/2024 ***

L'inspection constate que des flexibles pour relier les GRV sont désormais disponibles sur le site.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Émulseur - Disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement [...].

Constats :

*** INSPECTION DU 16/05/2023 ***

Lors de la visite du 16/05/2023, l'inspection constate que les GRV d'émulseur sont stockés dans des flux thermiques de 8 kW/m² (par exemple les flux thermiques de 8kW/m² du scénario "feu de nappe suite à une fuite au niveau pomperie - Phénomène n°11 de l'EDD p. 470").

-> Non-conformité : L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité des quantités d'émulseur en récipients mobiles, car les GRV d'émulseur sont stockés dans des flux thermiques de 8kW/m².

*** INSPECTION DU 28/05/2024 ***

L'inspection constate que :

- la cuve d'émulseur contient 44 m³ d'émulseur ;
- la cuve d'émulseur est protégée derrière un mur coupe-feu ;
- 5 GRV d'émulseur, pour une capacité totale de 5 m³, ont été placés à l'entrée du site.

L'exploitant explique qu'en cas d'incendie et si la cuve d'émulseur n'était pas suffisante, l'exploitant amènerait un à un les GRV à proximité de la cuve d'émulseur pour permettre la continuité d'alimentation du réseau mousse. Les GRV seraient déposés dans les flux thermiques de 8kW/m² du scénario "feu de nappe suite à une fuite au niveau pomperie - Phénomène n°11 de l'EDD.

L'EDD précise les quantités en émulseur que l'exploitant doit posséder a minima, à savoir 48 m³ (cf

EDD du 13/05/2019 p.67).

-> **Non-conformité** : L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité des quantités d'émulseur. L'exploitant devra s'assurer et justifier que la totalité des moyens en mousse sont disponibles, protégés des flux thermiques, que les conditions de mise en œuvre sont compatibles avec la situation d'urgence et, si nécessaire, que les actions prévues sont encadrées et intégrées dans les documents associés (POI, procédures...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : MMR : Niveaux NSH et NSTH - Contrôle et Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise de Risques

Prescription contrôlée :

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Une procédure de contrôle est établie pour chaque mesure de maîtrise des risques.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

L'exploitant tient notamment à disposition de l'inspection des installations classées :

- le programme de contrôles périodiques et de maintenance de ces mesures de maîtrise des risques ;
- les résultats de ces programmes et les actions engagées pour y répondre;
- les actions de maintenance préventives ou correctives.

Constats :

L'exploitant dispose sur chaque bac de 3 niveaux de détection différents :

- NH (niveau haut),
- NSH (niveau de sécurité haut) et
- NSTH (niveau de sécurité très haut).

L'inspection s'attarde seulement sur la conformité des NSH et NSTH qui relèvent de prescriptions réglementaires prévues par l'arrêté préfectoral susvisé ainsi que par les articles 16 et 25 de l'arrêté du 03 octobre 2010.

Ces deux systèmes de détection sont contrôlés périodiquement.

Le détecteur NSH est contrôlé semestriellement par la société Actemium et annuellement par la société LAKOTA.

Le détecteur NSTH est contrôlé semestriellement par la société Actemium et annuellement par la société LAKOTA. De plus, les opérateurs SMCA réalisent un test de bon fonctionnement du détecteur un jour avant chaque réception TRAPIL, selon le mode opératoire FO-218-OY.

L'inspection constate que ce mode opératoire ne précise pas les attendus du contrôle. De plus, la

bonne réception de l'alarme chez TRAPIL n'est pas vérifiée lors du contrôle interne réalisé par les opérateurs de la SMCA.

Chaque contrôle, interne ou externe, est formalisé via une feuille d'enregistrement ou via transmission du rapport de contrôle par le prestataire.

L'inspection a demandé à consulter le dernier test interne du bac n°71 : l'enregistrement du 23/05/24 a été présenté en version papier.

L'inspection note que les derniers contrôles effectués par les prestataires Actemium (contrôles réalisés en novembre 2023 et mai 2024) et LAKOTA (contrôle réalisé en décembre 2023) concluent sur la conformité des détecteurs NSH et NSTH sur tous les bacs en service.

→ **Observation :** Le mode opératoire FO-218-OY ainsi que sa fiche d'enregistrement associée sont à mettre à jour afin de préciser clairement les attendus des contrôles. Il est également demandé à la SMCA de formaliser les tests de bonne réception de l'alerte au niveau du dispatching de TRAPIL à la suite du déclenchement des NSH et NSTH.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Niveau de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.6.f

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Les réservoirs de liquides inflammables 52, 58, 62, 63, 71 et 72 sont tous équipés :

- d'un dispositif de mesure de niveau fonctionnant de façon continue dont le signal est utilisé pour les asservissements de conduite des opérations de réception (telles que le changement de réservoir ou l'arrêt de la réception);
- d'une sécurité de niveau haut, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :
 - * indépendante du dispositif de mesure de niveau ;
 - * installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;
 - * programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut :
 - > génère une alarme visuelle et sonore,
 - > génère l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur,
 - > stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée, par action sur la vanne d'arrivée du liquide inflammable,
 - > positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre ;
- d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut :
 - * indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau,
 - * installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement,

* programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir,

* positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée avant le débordement du réservoir. [...]

Constats :

L'inspection demande la réalisation de plusieurs tests afin de vérifier le bon fonctionnement des NSH et NSTH, conformément à l'arrêté préfectoral susvisé et l'étude de dangers du site d'Athis-Mons.

Bac n°63

- NSH :

Alarme visuelle et sonore : conforme.

TRAPIL n'a pas réceptionné l'incident : non-conforme.

La vanne de pied de bac est fermée après une temporisation d'environ 30s : conforme.

-NSTH :

Alarme visuelle et sonore : conforme.

TRAPIL n'a pas réceptionné l'incident : non-conforme.

La vanne de pied de bac est fermée après une temporisation de plus de 30s : non-conforme.

L'alarme "fermeture réception TRAPIL" du dépôt était shuntée au niveau du dispatching de TRAPIL (travaux en cours côté TRAPIL). Il a donc été convenu entre la SMCA et TRAPIL de remettre en service cette alarme pour vérifier la bonne réception de cette alarme chez TRAPIL au niveau du bac n°62.

Bac n°62

- NSTH :

Alarme visuelle et sonore : conforme.

TRAPIL a bien réceptionné l'incident.

La vanne de pied de bac est fermée après une temporisation de plus de 70s : non-conforme.

→ **Observation :** La SMCA doit s'assurer que la société TRAPIL soit informée, en toutes circonstances, lors d'une fermeture de vanne réception TRAPIL.

→ **Non-conformité :** la programmation d'une temporisation entre la détection NSTH et la fermeture totale de la vanne de pied de bac n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral susvisé. La SMCA doit programmer pour chaque bac un arrêt immédiat de la vanne de pied de bac dès la détection NSTH.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : AN - Shunt/By pass

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure n° FO-777-OYRY V2 qui fixe la mise en œuvre des mesures compensatoires lors d'une panne ou d'une inhibition préventive d'un équipement de sécurité (MMR, MMRI ou autres). Cette procédure a été revue le 19 mars 2024. Une fiche d'enregistrement n° ENT-777 nommée "mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'un équipement de sécurité" est associée à cette procédure. Les fiches d'enregistrement "en cours" sont affichées sur le tableau des consignes en salle de contrôle. Une fois la situation dégradée levée, les fiches sont archivées en version papier dans un classeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : AN - Shunt/By pass - Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Dans le cadre de la prévention des risques des accidents majeurs, l'exploitant doit démontrer, dans son système de gestion de la sécurité, la maîtrise des procédés et de l'exploitation en phase dégradée. Toutefois, la procédure FO-777-OYRY V2 n'est pas reprise dans le SGS. → Non-conformité : Il convient d'intégrer la procédure FO-777-OYRY V2 dans le SGS.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : AN - Shunt/By pass - Revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure n°FO-777-OYRY qui fixe la méthodologie de gestion des situations dégradées n'est pas revue régulièrement dans une approche d'amélioration continue.</p> <p>→ Observation : Il convient de prévoir une révision régulière de la procédure FO-777-OYRY V2 afin de prendre en compte le retour d'expérience et les audits réalisés sur la mise en œuvre des mesures compensatoires appliquées lors d'un shunt ou d'un by-pass d'un équipement de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : AN-Shunt/BP Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>

Constats :

La procédure FO-777-OYRY ne distingue pas les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles (MMR et MMRI).

→ **Non-conformité :** Il convient de détailler, dans une procédure à intégrer au SGS, les mesures compensatoires à mettre en œuvre en cas de shunt d'une MMR donnée afin de garantir le maintien de son objectif, de son niveau de confiance et de son efficacité sur les scénarios sur lesquels elle intervient, conformément à l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : AN - Shunt/BP Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable

d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

L'application des mesures compensatoires en cours en cas de shunt est réalisée conformément aux consignes enregistrées via les formulaires ENR-777-ORY V2 "Mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'équipement de sécurité".

Cette fiche d'enregistrement communiquée aux opérateurs et affichée sur le tableau des consignes précise : l'équipement de sécurité concerné par le shunt, le motif, les mesures compensatoires mises en place avec validation hiérarchique, une description du contrôle à effectuer et un suivi de l'application des mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : AN - Shunt/By pass Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54A
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel et entreprises extérieures
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure :-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : Les opérateurs ont connaissance des mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'équipement de sécurité en cours. En effet, celles-ci sont affichées sur le tableau des consignes dans la salle de contrôle. Il n'est pas prévu de former les opérateurs ou de vérifier que les consignes sont bien comprises concernant la mise en place d'un mode de gestion dégradé des équipements de sécurité. → Observation 1 : la SMCA doit s'assurer que les opérateurs connaissent, le cas échéant à travers une formation, la gestion des modes dégradés quand cela concerne des équipements de sécurité. Les personnes habilitées à valider la mise en place des mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'équipement de sécurité sont : <ul style="list-style-type: none">• Le/la chef(fe) de dépôt,• L'adjoint(e) du chef de dépôt,• Le personnel d'astreinte niveau 1,• Le personnel d'astreinte niveau 2,• Le/la coordinateur/trice HSSE du Site. Toutefois, cette habilitation ne repose pas sur une formation ou une validation des acquis. Observation 2 : Il convient de mettre en place un cursus d'habilitation des personnes autorisées à valider la mise en place des mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'équipement de sécurité. Ce cursus doit notamment comprendre l'appropriation du fonctionnement des équipements de sécurité ainsi que de leur chaîne de commande instrumentée. Ces personnes doivent également disposer des connaissances nécessaires en matière de maîtrise des risques pour évaluer la pertinence des mesures compensatoires proposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois